

L'hon. M. DUPUIS: Nous aimerions disposer de ces renseignements.

L'hon. M. HORNER: Ces Hollandais seront surtout des spécialistes de l'industrie laitière?

M. JOLLIFFE: En grande partie, je crois.

L'hon. M. HORNER: Ils auront tôt fait de dissiper toute idée d'une pénurie de beurre en ce pays.

M. JOLLIFFE: Ce ne sont pas tous des spécialistes de l'industrie laitière.

L'hon. M. ROEBUCK: Ce sont en grande partie des maraîchers, n'est-ce pas?

M. JOLLIFFE: Il y a des maraîchers.

L'hon. M. ROEBUCK: Est-ce que le gouvernement hollandais continuera à assurer le transport de ces colons hollandais comme il le faisait, je crois, au début du mouvement?

M. JOLLIFFE: Le gouvernement hollandais ne paie pas le transport.

L'hon. M. ROEBUCK: Il fournit cependant les navires.

M. JOLLIFFE: Il fournit les navires.

L'hon. M. ROEBUCK: Ou plus exactement les vieilles coques.

M. JOLLIFFE: Il fournit les navires et je crois que cela va continuer.

Le PRÉSIDENT SUPPLÉANT: En raison de la situation aux Indes néerlandaises, nous pouvons espérer qu'un nombre assez considérable d'immigrants hollandais viendront en ce pays. Ils constituent une excellente classe de colons.

L'hon. M. HORNER: Et ils ont de plus assez d'argent.

M. JOLLIFFE: Oui, cela est vrai. Tous ces gens ont de l'argent qu'ils ne peuvent apporter en ce moment, mais qu'ils pourront transférer plus tard.

Le PRÉSIDENT SUPPLÉANT: Je ne me préoccuperais pas de l'argent du moment qu'ils veulent travailler.

L'hon. M. PIRIE: Mais ils ne peuvent posséder leur propre entreprise ici s'ils ne peuvent apporter leur argent? Ils travaillent simplement pour d'autres cultivateurs au Canada?

M. JOLLIFFE: C'est juste. Nous en avons cependant qui sont venus de cette façon l'an dernier et qui négocient cette année l'achat d'une ferme parce qu'ils ont des familles assez nombreuses, que tous les membres de la famille travaillent et qu'en moins d'un an ils ont réussi à épargner quelques centaines de dollars pour faire un premier paiement sur une ferme.

Le PRÉSIDENT SUPPLÉANT: Ils n'auront pas passé bien des années ici avant d'être d'excellents cultivateurs.

L'hon. M. DUPUIS: Je voudrais aborder un autre point. Il se trouve en Europe un grand nombre d'enfants abandonnés. Dans la ville de Montréal et dans la région, il y a une organisation qui s'occupe d'adopter ces enfants. Est-ce qu'il existe une politique définie à cet égard? Je comprends que l'archevêque de Montréal a adressé une lettre à toutes les paroisses de la région demandant que l'on adopte au moins un millier de ces enfants.

M. JOLLIFFE: Le Ministère a reçu une demande pour l'admission de 1,000 enfants.